



AMBASSADE DE SUISSE
EN BOLIVIE

LA PAZ, le 29 septembre 1969

Adresse postale: Casilla 657
Adresse télégr.: AMBASUISSE

Réf.: 382.- JM/re

Monsieur Pierre M i c h e l i,
Secrétaire général du Département
politique fédéral,

LETTRE POLITIQUE No. 13

B e r n e .

CONFIDENTIELLE

OVANDO PREND LE POUVOIR,
185° COUP D'ETAT

ca						a/a
Eden						2/10
Via						67
EPD		8. OKT. 1969				
Ref p.A. 21.31. <i>La Paz</i>						

Monsieur l'Ambassadeur,

Le coup d'état militaire que l'on redoutait depuis plusieurs mois, - pratiquement depuis l'accession au pouvoir du Président SILES le 27 avril dernier - s'est finalement produit le 26 septembre à 1 heure du matin. Il n'a été officiellement confirmé qu'au début de la matinée et je vous en ai informé par communication rapide à 9 heures.

Cette "issue fatale" du régime constitutionnel du Président SILES, faisait l'objet, particulièrement depuis une quinzaine de jours, des spéculations des milieux autorisés. D'aucuns pensaient que le Général Alfredo OVANDO CANDIA, ayant tout intérêt à accéder à la Présidence par la voie constitutionnelle et légale, ne se résoudrait qu'à la dernière extrémité à s'emparer du pouvoir par la force. D'autres, voyant croître la popularité du Général ESCOBAR

./.

56

et le prestige moral du Président SILES, estimaient que le Général OVANDO, malgré tout peu sûr de son affaire, allait recourir à un coup d'état d'un moment à l'autre. Je vous ai tenu régulièrement au courant de cette situation politique extrêmement délicate et un simple coup d'oeil sur mes 5 dernières lettres politiques vous permettra de constater que je prévoyais et craignais tout à la fois les évènements qui viennent de se produire à La Paz. Certes, mes 2 dernières lettres vous seront parvenues après le coup d'état, mais elle vous donneront malgré tout un aperçu intéressant des derniers jours du régime constitutionnel en Bolivie.

Ceci dit, retraçons d'abord très brièvement le déroulement des évènements pendant ces 4 derniers jours, puis examinons ensuite sommairement les premières mesures du "Gouvernement révolutionnaire" et ses tendances.

1) Le Président SILES gagne le 24 septembre Santa Cruz pour y assister à différentes manifestations. Il a reçu la démission du Général OVANDO comme Commandant en chef des forces armées et l'a refusée. Mais le chef militaire n'a pas réagi. Par contre, les paysans d'Oruro et Potosí prennent fait et cause pour le Général et bloquent routes, gares et aérodrômes. Le 25 au soir, les agriculteurs armés de Cochabamba en font autant. Ayant appris que le Général OVANDO est sur le point de passer aux actes, le Président SILES se met à 23.30 heures sous la protection des univer-

sitaires de Santa Cruz et disparaît de la circulation. Le 26 septembre à 1 heure du matin, le Général OVANDO, appuyé par les chefs des Forces armées, et profitant de l'absence du Président, se rend au Palais et assume le pouvoir, tout en faisant occuper par l'Armée les principaux points stratégiques de la Capitale. A 7 heures du matin, la radio annonce le coup d'état, que je vous communique à 9 heures en flash, après m'être assuré de son authenticité. L'ordre et la tranquillité règnent à La Paz, occupée par les troupes. Pendant toute la matinée, communiqués, proclamations et messages se succèdent sans arrêt. A 11 heures le nouveau "Président du Gouvernement révolutionnaire" assermente son cabinet ministériel et lance une proclamation au pays, expliquant qu'il a pris le pouvoir pour éviter le chaos et la main-mise de l'impérialisme capitaliste ou du castro-communiste sur la Bolivie. Il déclare vouloir mener une politique "nationaliste de gauche" et former une "confédération idéologique" avec le régime péruvien. Son cabinet, des plus hétéroclites, est composé de 6 militaires et de 9 civils, dont 2 ont été mis en prison par le Général BARRIENTOS pour diffamation contre sa personne.

- 2) Les premiers décrets pris par le Gouvernement révolutionnaire, qui siège en permanence, disposent la dérogation des dispositions réglementant l'activité syndicale et l'abrogation du "Code du pétrole", qui accordait les concessions dont bénéficie la BOLIVIAN GULF OIL, filiale locale de la Standard Oil. Une commission nommée, ex-profeso, devra examiner très rapidement la situation de cette compagnie. Tant le Général

OVANDO que son Ministre des finances, M. SANCHEZ DE LOZADA, ont déclaré qu'ils éprouvent la plus grande sympathie pour le peuple américain et espèrent entretenir de bons rapports avec le Gouvernement de Washington. Cela constitue à mon avis la preuve que le nouveau régime entend imiter, dans une certaine mesure, la ligne de conduite péruvienne à l'égard des intérêts américains. Malheureusement, il semble que le nouveau Gouvernement révolutionnaire, entraîné par l'enthousiasme initial, ne tient aucun compte de la situation économique et financière du pays, et risque - si une rectification, certes problématique dans les conditions actuelles, n'intervient pas à très bref délai - de précipiter la Bolivie dans une situation économique-financière catastrophique, du fait de sa dépendance des Etats-Unis et des organisations internationales de crédit (USAID, FMI, BID, BIRD etc.).

Le nouveau Gouvernement bolivien n'a pas encore demandé officiellement sa reconnaissance, mais le fera probablement dans les prochaines 24 heures. Cette reconnaissance fait déjà l'objet de consultations entre les pays du Nouveau-Monde. En ce qui nous concerne, les problèmes qu'occasionneraient d'importants investissements financiers ne se posent heureusement pas. Par contre, l'arrivée dans une douzaine de jours à la frontière bolivienne de notre convoi de coopération technique, avec toutes les difficultés que cela implique dans un pays sud-américain, malgré les excellentes relations dont je dispose dans les milieux militaires qui appuient le Gouvernement "Révolutionnaire" - m'incite à vous recommander

dans le plus bref délai la reconnaissance de ce gouvernement, car je ne puis jusqu'à ce moment traiter l'ensemble de ces questions qu'au niveau de l'administration moyenne avec laquelle je possède heureusement d'excellents rapports. Il faut néanmoins toujours compter avec des "imprévus", et dans cette éventualité j'aurai besoin de mes relations gouvernementales que je ne puis pas contacter officiellement aussi longtemps que nous n'aurons pas reconnu le nouveau régime. Le nouveau titulaire des Affaires étrangères ne sera paraît-il désigné qu'au retour du Ministre MEDEIROS, qui préside en ce moment la délégation bolivienne à l'ONU.

Prévoyant cette issue politique, j'ai pris soin me créer dans les milieux militaires et civils actuellement au pouvoir d'utiles relations, mais je ne pourrai les utiliser que lorsque nous aurons reconnu le nouveau gouvernement bolivien. Je suis en effet en très bons termes avec le Général OVANDO et sa femme (dont l'influence est considérable) les Généraux RUIZ (Commandant en chef des forces armées) LAFUENTE (Ministre de la Défense et a.i. des affaires étrangères) MIRANDA (Commandant en chef de l'Armée) et l'Amiral ALBARACCIN (Commandant de la force navale), sans compter les Ministres BAILEY (Culture), ROLON ANAYA (Travail) et KOLLE CUETO (Affaires paysannes).

Ma connaissance des problèmes sud-américains en général et boliviens en particulier, m'incite à vous recommander de tenir compte de mes suggestions. Nous n'avons heureusement pas de gros investissements de capitaux suisses dans ce pays, mais il convient de pouvoir y défendre notre petite

colonie, nos intérêts commerciaux et surtout ceux de notre coopération technique. Nul doute que les rapports avec les Etats-Unis ne deviendront tendus dans un proche avenir. La Bolivie se tournera donc probablement plus encore vers l'Europe en général, l'Allemagne et la Suisse en particulier, sans compter les pays de l'Est, avec lesquels les relations diplomatiques seront établies très prochainement.

La Bolivie joue de malchance, puisque le jour même du coup d'état, un avion DC6B, de la Cie aérienne nationale, s'écrasait dans les montagnes proches de la capitale avec 74 personnes à bord. C'est la plus grande catastrophe aérienne de l'histoire bolivienne. D'autre part, un immense incendie de forêt ravage la région de Villamontes (à la frontière argentine) et menace la zone pétrolière voisine.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse :

R. Mercier

P.S. Votre communication rapide du 1er octobre a précédé d'un jour la réception de la note officielle datée du 27 septembre, par laquelle le Ministère des affaires étrangères manifeste son intention de continuer les relations amicales avec la Suisse. Vos instructions me permettent d'y répondre aujourd'hui même. Selon les dernières informations reçues, le Ministère des affaires étrangères serait confié dans les prochaines 48 heures au Général Cesar RUIZ VELARDE, ancien Chef d'Etat-Major Général des Forces armées, avec lequel j'ai d'excellents rapports personnels.

R. Mercier